



**COMITE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX D'UNIDROIT
POUR LA PREPARATION D'UN PROJET DE PROTOCOLE
PORTANT SUR LES BIENS SPATIAUX A LA
CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES
INTERNATIONALES PORTANT SUR DES MATERIELS
D'EQUIPEMENT MOBILES
Cinquième session
Rome, 21/25 février 2011**

UNIDROIT 2010
C.E.G./Pr. spatial/5/W.P. 6
Original: anglais
novembre 2010

**REUNION INTERSESSIONS DU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL
SUR LES LIMITATIONS DES MESURES EN CAS D'INEXECUTION DES OBLIGATIONS**

(Rome, 20/21 octobre 2010)

RAPPORT

(préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT)

I. ANTECEDENTS

1. Le Groupe de travail informel sur les limitations des mesures en cas d'inexécution des obligations (ci-après désigné *le Groupe de travail informel*) a été établi à la troisième session du Comité d'experts gouvernementaux d'UNIDROIT pour la préparation d'un projet de Protocole portant sur les biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (ci-après désigné *le Comité*), tenue à Rome du 7 au 11 décembre 2009. Il a été chargé de trouver une solution à un problème qui, pour l'essentiel, revient à établir l'équilibre approprié dans le futur Protocole entre, d'une part, les intérêts du créancier à mettre en œuvre les mesures pour inexécution sur un bien spatial qui fournit un service "public" en cas d'inexécution du débiteur et, d'autre part, ceux d'un ou de plusieurs organismes de l'Etat soucieux de garantir la continuité de ce service "public", en dépit de l'inexécution du débiteur¹.

2. À la suite des réunions du Groupe de travail informel tenues durant les troisième et quatrième sessions du Comité, ce dernier, à la conclusion de sa quatrième session tenue à Rome du 3 au 7 mai 2010, a décidé qu'une réunion intersessions du Groupe de travail informel se tiendrait avant la cinquième session du Comité qui aura lieu à Rome du 21 au 25 février 2011, afin de poursuivre les travaux jusqu'ici effectués par le Groupe de travail informel.

¹ C.E.G./Pr. spatial/3/Rapport, § 27-33.

II. OUVERTURE DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL, PARTICIPATION ET DOCUMENTS

- a) *Ouverture de la réunion du Groupe de travail informel et participation; désignation des modérateurs*

3. La réunion intersessions du Groupe de travail informel s'est tenue à Rome, au siège d'UNIDROIT, les 20 et 21 octobre 2010, après les consultations avec des représentants des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial tenues le 18 octobre 2010², et pour une part en même temps que la réunion du Groupe de travail informel sur les mesures en cas d'inexécution concernant les composants, tenue du 19 au 21 octobre 2010³. À la réunion du Groupe de travail informel ont participé des représentants des Gouvernements suivants: Allemagne, Canada, République populaire de Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Italie, Japon, République tchèque et Royaume-Uni; ainsi que des observateurs du Crédit Agricole S.A. et de l'agence spatiale allemande⁴. M. J.A. Estrella Faria, Secrétaire Général d'UNIDROIT, a servi comme modérateur et a ouvert la réunion du Groupe de travail informel à 14h30 le 20 octobre, rappelant les antécédents de la réunion et indiquant les progrès réalisés à ce jour sur le sujet.

- b) *Adoption de l'ordre du jour*

4. Le projet d'ordre du jour, tel que préparé par le Secrétariat⁵, a été adopté⁶.

- c) *Documents pour la réunion du Groupe de travail informel*

5. Le texte d'avant-projet révisé de Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles préparé par Sir Roy Goode (Royaume-Uni) et M. M. Deschamps (Canada), en tant que Co-Présidents du Comité de rédaction, visant à refléter les conclusions auxquelles était parvenu le Comité à sa troisième session, tenue à Rome du 7 au 11 décembre 2009, et revu par le Comité de rédaction, tel qu'amendé durant la quatrième session du Comité (ci-après désigné *l'avant-projet révisé de Protocole tel qu'amendé*)⁷ a formé le document de travail de base de la réunion. Outre le projet d'ordre du jour, les documents suivants ont été soumis à la réunion du Groupe de travail informel:

- Note explicative sur le projet d'ordre du jour (préparée par le Secrétariat)⁸;
- Observations (soumises par des Gouvernements et des représentants des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial)⁹.

² Cf. C.E.G./Pr. spatial/5/W.P. 4.

³ Cf. C.E.G./Pr. spatial/5/W.P. 6.

⁴ Cf. la liste des participants reproduite en Annexe I au présent rapport.

⁵ C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/I.W.G. Components/W.P. 1 (*en anglais seulement*).

⁶ L'ordre du jour tel qu'adopté est reproduit en Annexe II au présent rapport.

⁷ C.E.G./Pr. spatial/4/Rapport, Annexe VIII.

⁸ C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/I.W.G. Components/W.P. 2 (reproduit en Annexe III au présent rapport) (*en anglais seulement*).

⁹ C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/I.W.G. Components /W.P. 3, Addenda 1-3 (reproduit en Annexes IV à VI respectivement au présent rapport) (*en anglais seulement*).

III. DISCUSSION DES QUESTIONS SOUMISES AU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL

a) *Opinions divergentes quant à la meilleure façon de trouver une solution équilibrée*

6. Il y avait deux points de vue divergents quant à la meilleure façon de parvenir à une solution équilibrée pour la question du service public dans le cadre du Protocole envisagé¹⁰.

7. D'un côté, les communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial avaient en général exprimé leur inquiétude quant à l'approche suivie dans les variantes de l'article XXVII *bis* de l'avant-projet de Protocole révisé tel que modifié. En particulier:

- elles estimaient que le terme "service public" était peu clair et susceptible d'entraîner des difficultés juridiques supplémentaires pour les opérateurs;
- elles estimaient en outre que les variantes imposaient de nouvelles obligations aux opérateurs et aux créanciers dont le résultat serait que le créancier se trouverait obligé de maintenir un service public même lorsqu'il ne serait pas partie au contrat prévoyant ce service public; et
- elles craignaient que la variante forcerait un créancier à maintenir un service qui serait, dans la plupart des cas, une activité commerciale déjà en difficulté financière.

8. Les représentants de certains Gouvernements ont en outre estimé que l'introduction dans le futur Protocole d'une limitation concernant le service public mettrait les créanciers dans une situation dans laquelle ils n'auraient pas d'autre choix que celui d'interpréter les implications juridiques d'une telle règle, processus qui pourrait être à la fois complexe et coûteux, en plus des lois nationales existantes d'un Etat, ce qui augmenterait les coûts de financement. Ils ont fait valoir que cela ne pourrait que compromettre le financement total disponible pour les biens spatiaux et qu'il était donc préférable de ne pas introduire de limitation concernant le service public dans le Protocole envisagé.

9. D'un autre côté, les représentants d'autres Gouvernements étaient favorables à l'introduction d'une règle concernant le service public dans le Protocole envisagé, rappelant qu'il était important de garder à l'esprit non seulement les préoccupations des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial, mais également l'intérêt des Etats à garantir que les services publics vitaux ne puissent pas être interrompus par l'exercice par le créancier de mesures en cas d'inexécution. En particulier:

- ils estimaient que, plutôt que constituer une source de complexité et de coûts supplémentaires, l'introduction dans le futur Protocole d'une limitation concernant le service public ajouterait clarté et certitude au financement des biens spatiaux parce qu'elle définirait clairement les limites dans lesquelles les restrictions concernant le service public pourraient être invoquées;
- ils indiquaient que, dans la pratique, il était probable qu'un créancier maintiendrait le service public car le satellite aurait encore besoin de générer des revenus; et
- ils notaient en outre que tous les cas d'inexécution n'étaient pas nécessairement le produit de l'échec du modèle commercial appliqué au service public concerné.

Le représentant d'un autre Gouvernement a appuyé ce point de vue en ajoutant que de nombreux Etats n'étaient pas en mesure, en vertu des mécanismes de financement actuels, d'acquérir leurs propres biens spatiaux pour la fourniture de services publics et seraient, en ce sens, les principaux bénéficiaires du Protocole envisagé.

¹⁰ Cf. § 1, *supra*.

b) *Implications du choix à opérer*

10. Le représentant d'un Gouvernement a suggéré que, indépendamment de l'approche qui serait adoptée en fin de compte pour parvenir à une solution sur cette question, il conviendrait d'insérer dans le Protocole envisagé un libellé qui garantisse la non interférence avec le droit de l'autorité réglementaire nationale de nommer ou d'approuver de nouveaux opérateurs pour le bien spatial.

11. Reconnaisant le bien-fondé d'une approche simple, un représentant du Gouvernement qui avait proposé l'approche reflétée dans la Variante B de l'article XXVII *bis* lors de la quatrième session du Comité, a indiqué que l'approche qui avait été préconisée par son Gouvernement serait en tout état de cause adoptée par les parties par le biais de conventions entre créanciers même si le Protocole envisagé était muet sur la question et, en conséquence, a retiré la proposition de son Gouvernement.

12. Le représentant d'un autre Gouvernement a indiqué que maintenir un service public était particulièrement compliqué lorsque le débiteur en situation d'inexécution qui avait fourni le service public était situé dans un Etat autre que celui bénéficiant du service public, du fait que l'Etat qui bénéficie du service n'aurait pas son mot à dire dans les négociations réglementaires concernant le bien spatial en question. Le représentant d'un autre Etat encore a cependant exprimé la préoccupation que l'Etat bénéficiant du service public, qui pourrait ne représenter qu'une fraction des services rendus par le satellite en question, pourrait, suite à l'introduction dans le Protocole envisagé d'une règle sur le service public, être en mesure d'exercer une influence disproportionnée sur le reste des services rendus par le satellite.

13. Le représentant d'un Gouvernement a fait référence à l'approche utilisée pour traiter de la question du service public à l'article XXV du Protocole portant sur les questions spécifiques relatives au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (ci-après *la Convention*) et s'est demandé si une approche similaire ne pourrait pas être adoptée dans le Protocole envisagé. Toutefois, le représentant d'un autre Gouvernement a rappelé que lorsque l'idée de suivre une telle approche avait été proposée à un stade précédent de l'élaboration de l'avant-projet de Protocole révisé tel qu'amendé, il avait été décidé que cela ne serait pas approprié, notamment en raison du risque inhérent à une telle approche que les créanciers soient contraints de faire fonctionner un service non rentable ¹¹.

14. Etant donné ce risque, le représentant d'un Gouvernement a proposé qu'une solution pourrait être d'établir un délai à l'obligation de faire fonctionner un service public: dans ce cas, le créancier aurait l'obligation de faire fonctionner le service public pendant que l'Etat bénéficiant du service assumerait les obligations du débiteur défaillant et chercherait des moyens alternatifs de maintenir le service. Cette proposition a été appuyée par les représentants de certains Gouvernements, en précisant toutefois que si le créancier devait subir des pertes économiques pendant la période où il était obligé de faire fonctionner le service public, l'Etat invoquant la limitation concernant le service public devrait indemniser ce créancier en assumant les obligations du débiteur. Et, par la même occasion, on a estimé que lorsqu'un tel Etat exercerait dûment les obligations restantes du débiteur, cet Etat devrait pouvoir recevoir tous les profits que pourrait générer le service pendant la période où il exerce ces obligations.

15. Le représentant d'un Gouvernement a suggéré que l'on clarifie le fait que le créancier exerçant les mesures à disposition en cas d'inexécution ne serait pas tenu de faire fonctionner le service public lui-même, mais pourrait conclure un contrat avec un tiers pour la prestation de ce

¹¹ Cf. Etude LXXIII – Doc. 16, p. 6.

service, car la plupart des créanciers seraient des institutions financières et, en tant que telles, ne seraient pas toutes versées dans les aspects techniques de l'exploitation d'un satellite.

16. Afin de trouver un point de rencontre entre les opinions divergentes exprimées sur la question, le représentant d'un autre Gouvernement a proposé que toute règle sur le service public qui serait introduite dans le Protocole envisagé devrait être soumise, d'une part, à une déclaration donnant aux Etats le choix d'opter pour l'application de la règle et, d'autre part, à la possibilité pour les parties au contrat prévoyant la fourniture du service public de l'écarter. Cette proposition a été appuyée par les représentants de nombreux Gouvernements, étant donné en particulier la faible représentation des Etats en développement au sein du Groupe de travail informel, et en tant que solution plus équilibrée que la simple suppression de l'article XXVII *bis*.

IV. CONCLUSIONS DU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL

17. À la lumière des considérations qui précèdent, sur une proposition présentée par le représentant d'un Gouvernement ¹², le Groupe de travail informel s'est mis d'accord sur les caractéristiques d'une nouvelle version alternative proposée pour l'article XXVII *bis*.

18. Cette nouvelle solution proposée présente les caractéristiques suivantes:

- un créancier qui entend exercer une ou plusieurs des mesures à sa disposition en vertu de la Convention à l'égard d'un bien spatial fournissant un service public qui auraient pour effet direct d'interrompre ce service, et à condition que l'Etat qui bénéficie de ce service n'est pas défaillant en ce qui concerne ses obligations contractuelles et que le contrat pour la fourniture du service public a été conclu avec le débiteur ou une entité contrôlée directement par le débiteur, serait tenu d'informer le Conservateur du futur Registre international pour les biens spatiaux (ci-après dénommé *le Conservateur*) de son intention de le faire; après quoi il appartiendrait au Conservateur de notifier à cet Etat le délai dont il dispose (une période de six mois) pour trouver un autre moyen de faire fonctionner le service, délai pendant lequel le débiteur serait tenu d'assumer toutes les obligations qu'il a envers le créancier ¹³, et le créancier serait tenu de s'abstenir d'exercer une ou plusieurs des mesures dont il dispose en vertu de la Convention qui aurait pour effet direct d'interrompre le service;
- les parties au contrat prévoyant la fourniture du service devraient reconnaître ce service comme étant un "service public" dans le contrat lui-même et le notifier dans le futur Registre international pour les biens spatiaux; cet élément de la proposition est destiné à veiller à ce qu'un créancier ayant un droit précédemment inscrit sur le bien spatial ne soit pas lié par toute limitation de service public qui pourrait être incorporée dans le Protocole envisagé (faire de ce point une obligation de la règle proposée n'a cependant pas fait l'objet d'un consensus ¹⁴); et
- l'exigence que le créancier notifie au Conservateur son intention d'exercer les mesures qui auraient pour effet d'interrompre le service public n'empêcherait toutefois pas le créancier, pendant le délai donné à l'Etat qui bénéficie de ce service de trouver un autre moyen de le faire fonctionner, de se livrer à toute activité qui pourrait faciliter l'exercice des mesures dont il dispose, telles que la recherche de

¹² Cf. le document de travail sur le sujet soumis au cours de la réunion du Groupe de travail informel reproduit en Annexe VII au présent rapport (*en anglais seulement*).

¹³ Comme cela ressort de l'existence des crochets qui entourent la disposition en question dans le document de discussion, un consensus sur le fait de rendre ce dernier point une condition obligatoire de la proposition n'a pas été atteint.

¹⁴ Comme cela ressort également de l'existence des crochets qui entourent la disposition en question dans le document de discussion.

nouvelles licences et de contrats pour l'exploitation du bien spatial en question, tandis que, d'autre part, l'Etat bénéficiaire du service public pourrait, en particulier, participer à toute procédure de l'autorité réglementaire de l'Etat qui délivre la licence à laquelle le débiteur pourrait prendre part et, généralement, le créancier, le débiteur et l'Etat bénéficiaire du service public auraient, pendant le délai donné à l'Etat qui bénéficie de ce service de trouver un autre moyen de le faire continuer, l'obligation de collaborer de bonne foi en vue de trouver une solution commercialement raisonnable qui permettrait sa poursuite.

19. Il a été convenu que la question de savoir si la nouvelle version proposée devait ou non être soumise, d'une part, à une déclaration donnant aux Etats le choix d'opter pour l'application de la règle et, d'autre part, la possibilité pour les parties au contrat prévoyant le service public de l'écarter¹⁵ devrait être renvoyée au Comité.

20. Le Groupe de travail informel s'est particulièrement félicité de la nouvelle variante proposée pour l'occasion qu'elle donnerait à l'Etat bénéficiaire du service public d'être directement impliqué dans des procédures de l'autorité réglementaire de l'Etat qui délivre la licence auxquelles le débiteur pourrait prendre part, indépendamment du fait que le créancier ou le débiteur soient situés dans cet Etat.

21. Il a été convenu que la nouvelle variante proposée, une fois rédigée sur la base du § 18 *supra*, devrait figurer, entre crochets, dans une note de bas de page accompagnant le texte de l'article XXVII *bis* de l'avant-projet de Protocole révisé tel qu'amendé, qui serait envoyé avec les invitations pour la cinquième session du Comité. Le Groupe de travail informel a estimé que la nouvelle variante proposée était préférable aux deux variantes figurant actuellement à l'article XXVII *bis* et a recommandé qu'elle constitue par conséquent la base des futures délibérations du Comité sur cette question. Cette opinion et recommandation devraient également être reflétées dans la note de bas de page.

V. CLOTURE DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL

22. Aucune autre question n'ayant été posée, *M. Estrella Faria*, après avoir remercié tous les participants pour leurs contributions aux discussions, a déclaré la réunion du Groupe de travail informel close à 18h le 21 octobre 2010.

VI. MISE EN ŒUVRE DES CONCLUSIONS DU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL

23. Conformément à la décision prise par le Groupe de travail informel, le Secrétariat a rédigé une proposition de nouvelle Variante C de l'article XXVII *bis* qui, telle que revue par les Co-présidents du Groupe de travail informel, se lirait comme suit:

"[Variante C ^[1]

1. Une entité d'un Etat contractant qui conclut un contrat avec le débiteur ou avec une entité contrôlée ^[2] par le débiteur en vue de la fourniture d'un service reconnu par les parties comme étant un service public dans cet Etat contractant et impliquant l'accès

¹⁵ Cf. §16, *supra*.

^[1] Il a été proposé par le Groupe de travail informel que cette règle, ou toute autre sur ce sujet qui pourrait être introduite dans le Protocole envisagé, devrait être assortie d'une part de la possibilité pour les Etats, par le biais du dépôt d'une déclaration, d'opter pour l'application de la règle (mécanisme « *opt in* »), et d'autre part, de la possibilité pour les parties au contrat prévoyant le service public d'écarter cette application dans leur contrat].

^[2] L'un des co-Présidents du Comité de rédaction a exprimé son inquiétude à l'égard de l'incertitude que l'utilisation du concept de "contrôle" pourrait produire.

à un bien spatial, ou l'utilisation du bien spatial, concernant lequel le débiteur a conclu un contrat avec un créancier régi par le présent Protocole, peut inscrire un avis dans le Registre international, conformément à l'article 16 de la Convention, déclarant que le bien spatial fournit ou est destiné à fournir un service public ^[3] ^[4].

2. Un créancier titulaire d'une garantie internationale portant sur un bien spatial qui fait l'objet d'un avis inscrit conformément au paragraphe précédent, ne peut exercer aucune des mesures prévues au Chapitre III de la Convention et au Chapitre II du présent Protocole à l'égard de ce bien spatial lorsque cela causerait l'interruption du service public couvert par cet avis, avant l'expiration d'une période de six mois après que le créancier ait inscrit un avis dans le Registre international, conformément à l'article 16 de la Convention, de son intention d'exercer de telles mesures, si le débiteur ne remédie pas à sa défaillance durant ce délai ^[5].

3. Le Conservateur notifiera à l'entité de l'État la date d'expiration de la période de six mois visée au paragraphe précédent ^[6].

4. Durant la période visée au paragraphe précédent:

(a) le créancier, le débiteur et l'entité de l'État coopèrent de bonne foi en vue de trouver une solution commercialement raisonnable permettant la continuation du service public ; et

(b) l'entité de l'État est en droit de participer à toute procédure de l'Autorité réglementaire de l'État qui délivre la licence à laquelle le débiteur peut participer, sous réserve de l'approbation de l'Autorité de réglementation de cet État si celui-ci n'est pas un État contractant.

[5. Nonobstant les paragraphes 2 et 3, le créancier peut exercer toute mesure prévue au Chapitre III de la Convention et au Chapitre II du présent Protocole si, à tout moment durant la période visée au paragraphe 2, l'entité de l'État n'exécute pas ses obligations en vertu du contrat visé au paragraphe 1].

[6. La limitation des mesures du créancier prévue au paragraphe 2 ne s'applique pas à l'égard d'une garantie internationale inscrite avant l'avis visé au paragraphe 1].

^[3] Les co-Présidents du Comité de rédaction suggèrent que, dans la mesure où l'avis visé dans ce paragraphe devrait identifier un bien spatial déterminé, l'exigence de l'identification devrait être incorporée dans ce paragraphe, conformément aux exigences du Registre international envisagé pour les biens spatiaux.

^[4] Les co-Présidents du Comité de rédaction notent que, dans la mesure où l'avis envisagé par ce paragraphe ne relèverait pas de l'une des catégories visées à l'article 16 de la Convention, l'avant-projet de Protocole devrait amender l'article 16 sur ce point.

^[5] Les co-Présidents du Comité de rédaction notent que, dans la mesure où l'avis envisagé par ce paragraphe ne relèverait pas de l'une des catégories visées à l'article 16 de la Convention, l'avant-projet de Protocole devrait amender l'article 16 sur ce point.

^[6] Les co-Présidents du Comité de rédaction suggèrent que l'on réfléchisse à la possibilité d'exiger du créancier qu'il informe également l'entité de l'État de tout avis qu'il entendrait inscrire au Registre international en vertu du paragraphe 2.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

ETATS

ALLEMAGNE

Mr Simon SCHULTHEISS
Legal Adviser
Federal Ministry of Justice
Berlin

Mr Karl KREUZER
Emeritus Professor
University of Würzburg
Würzburg

CANADA

Mr Michel BOURBONNIERE
Legal Counsel
Canadian Space Agency
Saint-Hubert

Mr Roderick J. WOOD
Professor of Law
Faculty of Law
University of Alberta
Edmonton

CHINE (REPUBLIQUE POPULAIRE DE)

Mr WANG Jianbo
Deputy Director
Department of Treaty and Law
Ministry of Commerce
Beijing

Ms ZHANG Shaoping
Director
State Administration of Science, Technology and
Industry for National Defence
Ministry of Foreign Affairs
Beijing

Mr ZHOU Lipeng
Department of Treaty and Law
Ministry of Foreign Affairs
Beijing

Ms ZHANG Zhiping
Lawyer
Beijing Filong Law Firm
Beijing

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Harold S. BURMAN
Executive Director
Office of the Legal Adviser
Department of State
Washington, D.C.

Mr Martin JACOBSON
Office of the Legal Adviser
Department of State
Washington, D.C.

Mr K. Koro NURI
Senior Finance Counsel
Office of the General Counsel
Import-Export Bank of the United States of
America
Washington, D.C.

Mr Steven L. HARRIS
Professor of Law
Chicago-Kent College of Law
Illinois Institute of Technology
Chicago, Illinois

FEDERATION DE RUSSIE

Mr Igor POROKHIN
President
Inspace Consulting (Russia) L.L.C.
Moscow

Ms Olga VOLSKAYA
Federal State Unitary Enterprise Organisation
"Agate"
Moscow

Mr Valery FEDCHUK
Legal Adviser
Trade Representation of the
Russian Federation in Italy
Rome

ITALIE

Mr Sergio MARCHISIO
Professor of Law;
Director
Institute of International Legal Studies
Rome

JAPON

Mr Mikio AOKI
Director
Secretariat of Strategic Headquarters for Space
Policy
Cabinet Secretariat
Tokyo

	Mr Souichirou KOZUKA Professor of Law Gakushuin University <i>Tokyo</i>
REPUBLIQUE TCHEQUE	Mr Vladimír KOPAL Professor of Law University of Pilsen <i>Prague</i>
	Ms Pavla BELLOŇOVÁ State official International Department for Civil Matters Ministry of Justice <i>Prague</i>
	Mr Michal FRIDRICH Department of Cosmic Technologies and Satellite Systems Ministry of Transport <i>Prague</i>
ROYAUME-UNI	Sir Roy GOODE Emeritus Professor of Law University of Oxford <i>Oxford</i>

**REPRESENTANTS DES COMMUNAUTES FINANCIERES ET COMMERCIALES
INTERNATIONALES DANS LE DOMAINE SPATIAL**

Ms Martine LEIMBACH	Chargée de mission Direction des affaires juridiques Crédit Agricole S.A. <i>Paris</i>
Mr Bernhard SCHMIDT-TEDD	Head of Legal Support German Space Agency <i>Bonn</i>

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Organisation des travaux
3. Poursuite de l'examen de la façon d'assurer l'équilibre approprié dans la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles telle qu'elle est destinée à s'appliquer, par le biais du futur Protocole portant sur les biens spatiaux envisagé, entre d'une part, les intérêts du créancier à mettre en œuvre les mesures pour inexécution sur un bien spatial qui fournit un service "public" en cas d'inexécution du débiteur et, d'autre part, ceux d'un ou de plusieurs organismes de l'Etat soucieux de garantir la continuité de ce service "public", en dépit de l'inexécution du débiteur, examen conduit en particulier à la lumière du document de travail qui a résulté des travaux accomplis par le Groupe de travail informel durant la troisième session du Comité d'experts gouvernementaux et de la proposition qui a résulté des travaux du Groupe de travail informel tenus durant la quatrième session de ce Comité (Variantes A et B de l'article XXVII *bis* de l'avant-projet révisé de Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux tel qu'amendé durant la quatrième session du Comité d'experts gouvernementaux (C.E.G./Pr. spatial/4/Rapport, Annexe VIII) respectivement.
4. Autres questions.

ANNEXE III

EXPLANATORY NOTE ON THE DRAFT AGENDA

(prepared by the UNIDROIT Secretariat)

I. INTRODUCTION

(a) Remit of the Informal Working Group on limitations on remedies

1. The Informal Working Group on limitations on remedies (hereinafter referred to as the *Informal Working Group*) was established at the third session of the Committee, held in Rome from 7 to 11 December 2009. It was given the task of finding a solution to a problem which, in its essence, comes down to the appropriate balance to be struck in the planned Protocol between, on the one hand, the interests of a creditor seeking to exercise remedies against a space asset performing a “public” service in the event of its debtor’s default, and, on the other, those of one or more organs of the State anxious to ensure the continuity of the performance of the particular “public” service, notwithstanding the debtor’s default.¹⁶

(b) Organisation of, and participation in the intersessional meeting of the Informal Working Group

2. Following meetings of the Informal Working Group held during the third and fourth sessions of the UNIDROIT Committee of governmental experts for the preparation of a draft Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment on Matters specific to Space Assets (hereinafter referred to as the *Committee*), held in Rome from 7 to 11 December 2009 and 3 to 7 May 2010 respectively, the Committee at the conclusion of its fourth session decided that an intersessional meeting of the Informal Working Group (hereinafter referred to as the *meeting*) should be held prior to the holding of the fifth session of the Committee, to be held in Rome from 21 to 25 February 2011, with a view to advancing the work hitherto accomplished by the Informal Working Group. The meeting will be held in Rome on the afternoon of 20 and on 21 October 2010, with the possibility of extra time being found on the morning of 23 October 2010, if necessary.

3. All Governments participating to date in the work of the Informal Working Group and that of the Informal Working Group on default remedies in relation to components, also established by the Committee at its third session, have been invited to attend the meeting, together with those representatives of the international commercial space and financial communities having participated to date, as observers, in the work of the Informal Working Group. The meeting will be moderated by the Secretary-General of UNIDROIT.

II. PROGRESS ACHIEVED TO DATE BY THE INFORMAL WORKING GROUP

(a) Progress made during the third session of the Committee

4. The work accomplished by the Informal Working Group during the third session of the Committee was reflected in a discussion paper setting out a proposal for a new provision on limitations on remedies prepared by the Secretariat, on the basis of informal proposals submitted

¹⁶ C.G.E./Space Pr./3/Report rev., §§ 27-33.

by the representative of Germany.¹⁷ In presenting this paper to the Committee at the conclusion of that session, the Secretary-General noted, however, that it had neither been approved by the Informal Working Group nor reviewed by the Drafting Committee but was rather intended as the basis for further consultations.¹⁸ Significantly, though, a number of delegations welcomed the discussion paper as providing an important step forward in the development of a balanced solution.¹⁹

(b) *Progress made during the fourth session of the Committee*

5. The consultations continued at the fourth session of the Committee, where the Informal Working Group came up with a new discussion proposal, couched in two technical approaches - one a rights approach and the other a remedies approach - to the achieving of the conceptual goal of ensuring that contractual obligations for the provision of public services be maintained both where a creditor was exercising its rights under the Convention on International Interests in Mobile Equipment (hereinafter referred to as *the Convention*) as applied to space assets and where the ownership of a space asset was being transferred.²⁰ Several delegations viewed the new discussion proposal as a positive step toward the goal of finding an acceptable solution on public service and indicated that they would be happy to make it the subject of further consideration by their Governments and consultations with their commercial space sectors.²¹

6. Following discussion, it was decided that the discussion paper that had emerged from the work accomplished by the Informal Working Group during the third session of the Committee and the discussion proposal having emerged from the Informal Working Group's work during the Committee's fourth session should be presented as Alternatives A and B of Article XXVII *bis* of the revised preliminary draft Protocol as it emerged from the fourth session of the Committee (hereinafter referred to as *the revised preliminary draft Protocol*) respectively, as options for further consideration.²²

7. Some delegations noted that the retention of the discussion paper that had emerged from the work accomplished by the Informal Working Group during the third session of the Committee alongside the later discussion proposal need not preclude amendment of the former.²³

8. Article XXVII *bis* of the revised preliminary draft Protocol, which appears in square brackets, reflecting the fact that the Committee has not to date taken a decision on the matter, accordingly reads as follows:

¹⁷ C.G.E./Space Pr./3/W.P. 23.

¹⁸ C.G.E./Space Pr./3/Report rev., § 34.

¹⁹ *Idem*, § 37. One delegation, though, noted that paragraph 5 of the discussion paper did not take account of its proposal that the requirement of prior notice be treated as unnecessary in the event that the State had exercised an option pursuant to paragraph 3. It was agreed that, given the nature of the discussion paper as a basis for further consultations, this matter could be dealt with at the following session of the Committee (C.G.E./Space Pr./3/Report rev., § 35). Another delegation sought clarification that the ability of a State, under paragraph 5 of the discussion paper, to register a notice recording that a space asset was used for the provision of a public service in the vital interest of that State within six months after the launch of that asset did not prohibit a State from filing such a notice after the six-month period but that any previously recorded interests would not be affected by such a notice (*idem*, § 36). This point was agreed (*idem*).

²⁰ C.G.E./Space Pr./4/W.P. 13.

²¹ C.G.E./Space Pr./4/Report, § 137.

²² *Idem*, § 139.

²³ *Idem*, § 138.

[Article XXVII bis – Limitations on remedies in respect of public service

[Alternative A

1. – A State has the right to object to the exercise of default remedies, as provided in Chapter III of the Convention and Articles XVIII to XXIII of this Protocol, in respect of a space asset needed for the provision or maintenance of a public service which is in the vital interest of that State if the exercise of those remedies would cause interruption in the provision or maintenance of that service.

2. – Within twenty days from the date on which the State has notified the creditor of its objection to the exercise of remedies under the preceding paragraph, the creditor may exercise the right to step in and assume responsibility for the provision or maintenance of the relevant service in the State concerned or appoint a substitute entity for that purpose, with the consent of that State and of the licensing State.

3. – If the creditor chooses not to exercise its rights under the preceding paragraph, the State that objects to the exercise of default remedies by the creditor under paragraph 1 shall have the option of:

(a) curing the default by the debtor by paying to the creditor all sums outstanding for the entire period of default; or

(b) taking or procuring possession, use or control of the space asset and assuming the debtor's obligations by stepping into the obligations of the debtor for the provision of a public service in the State concerned.

4. – A State that objects to the exercise of default remedies by the creditor under paragraph 1 shall exercise its rights under the preceding paragraph within ninety days. After such period, the creditor shall be free to exercise any of the remedies provided in Chapter III of the Convention and in Articles XVIII to XXIII of this Protocol, in respect of the relevant space asset.

5. – A State may only invoke the right to object to the exercise of default remedies in accordance with this Article if it has registered in the International Registry a notice recording that the space asset is used for providing a public service in the vital interest of that State prior to the registration of an international interest in that space asset by a creditor [or if it has registered such notice within six months of the launch of a space object, even if after the registration of an international interest by the creditor].²⁴

[Alternative B

Concept

Contractual obligations for the provision of public services should be maintained both where a creditor is exercising its rights under the Convention as applied to space assets and where the ownership of a space asset is being transferred.

²⁴ A footnote to the text of Alternative A indicates that it constitutes a discussion proposal that emerged from the Informal Working Group on limitations on remedies during the third session of that Committee.

Two technical approaches to achieve this goal

I. Rights approach

Article ...

1. – A lease of a space asset for the provision of public services which is so acknowledged by the parties may be registered by notice in accordance with Article 16 of the Convention.

2. – The registration of a notice of a public services lease made within a six-month period after the date of launch of a satellite prevails over other rights previously registered.

3. – Any transfer of ownership of a space asset, either through a sale or through the exercise of the remedies provided in Chapter III of the Convention and Chapter II of this Protocol, is subject to the previously registered lease notice. The transferee is bound by the obligations of the lessor under the lease.

4. – Any lease registered by notice under paragraph 2 which is in breach of a previously registered financing contract may be struck from the International Registry at the request of the creditor.

II. Remedies approach

Article ...

1. – The creditor may not exercise the remedies provided in Chapter III of the Convention and Articles XVIII to XXIII of this Protocol in respect of a space asset which is used for the provision or maintenance of a public service, to the extent that this could interfere with the contractual obligations of the debtor concerning the provision or maintenance of the public service.

2. – The preceding paragraph shall only apply if a notice is registered in the International Registry recording that the debtor is contractually obliged to provide or maintain public service through that space asset

(a) prior to the registration of the international interest in that space asset by the creditor exercising remedies or

(b) within [six months] from the date of launch of the space asset, even if after the registration of the international interest by the creditor.

Such a notice can be registered by the parties to the contract or by the State to which the public service is provided.]²⁵]

III. ASSISTING THE WORK OF THE INFORMAL WORKING GROUP

9. With a view to facilitating progress at the forthcoming meeting of the Informal Working Group, the UNIDROIT Secretariat would invite those participating in its work to consider formulating

²⁵ A footnote to the text of Alternative B indicates that it constitutes a discussion proposal that emerged from the Informal Working Group on limitations on remedies during the fourth session of that Committee.

proposals taking account of the discussions held during the third and fourth sessions of the Committee, as reflected in Alternatives A and B of Article XXVII *bis* of the revised preliminary draft Protocol respectively.

IV. ACTION TO BE TAKEN IN RESPECT OF THE OUTCOME OF THE MEETING

10. The Informal Working Group will be invited to report back to the Committee at its fifth session on the outcome of the meeting.

COMMENTS

(submitted by Governments and representatives of the international commercial space and financial communities)

COMMENTS AND PROPOSALS SUBMITTED BY REPRESENTATIVES OF THE INTERNATIONAL COMMERCIAL SPACE AND FINANCIAL COMMUNITIES

SKY Perfect JSAT Corporation

1. RE THE PUBLIC SERVICES EXEMPTION

As shown in our previous comments, in the light of the concerns expressed regarding the public service exemption from default remedies, the issue of limitations on remedies is significant among the key issues outstanding in respect of the revised preliminary draft Protocol.

SKY Perfect JSAT Corporation submits the following comments and hopes that these comments will be favourably considered at the consultations.

I. Framework of the Convention on International Interests in Mobile Equipment (hereinafter referred to as the *Convention*)

The Convention establishes an international regimen introducing the following new regimen and concepts.

The new regimen and concepts are well accepted, in particular, in the context of aircraft finance and, as a result, the Convention and the Protocol to the Convention on Matters specific to Aircraft Equipment (hereinafter referred to as the *Aircraft Protocol*) entered into force on 1 March 2006.

(a) Realisation of transparency in the relationship between rights and duties

- Constitution of an international interest (Article 2);
- Establishment of the international registration system (Article 16);
- Priority of competing interests (Article 29)

(b) Realisation of swift default remedies

- Remedies of chargee (Article 8);
- Remedies of conditional seller or lessor (Article 10)

(c) Realisation of effects in insolvency proceedings

- Effects of insolvency (Article 30);
- Jurisdiction in respect of insolvency proceedings (Article 45).

II. Extension of the Convention to space assets

Based upon the broad understanding that it is desirable to implement the Convention as it relates to space assets, in the light of the purposes set out in the Convention, the preliminary draft Space Protocol is being discussed intensively with a view to adapting the Convention to meet the particular demand for space assets and to finance their acquisition and use as efficiently as possible.

In this context, the necessary concepts to adapt the Convention have been agreed, through the introduction of new terms such as “debtor’s rights”, “licence” and “rights assignment” and of provisions relating to the recording of rights assignment as part of the registration of an international interest, the priority of recorded rights assignments and the duty of the debtor assignor as to licences.

We understand how the benefits from expanded space-based services which the planned Space Protocol together with the Convention may yield are to be enjoyed by all Contracting States. It is significant to ensure the benefits by carefully avoiding incorporating inconsistent concepts into the revised preliminary draft Protocol.

III. Concerns regarding the public services exemption

As noted in its previous messages of 14 October 2009 and 7 April 2010, SKY Perfect JSAT Corporation shares the concerns expressed at the idea of giving Contracting States a right to limit the exercise of default remedies in respect of public services that did not exist before, as this might negatively affect the benefits to be derived from the revised preliminary draft Protocol.

Article XXVII *bis* of the revised preliminary draft Protocol, presented as a discussion proposal, might virtually give Contracting States a right to limit the exercise of default remedies in respect of a space asset for the provision or maintenance of a public service. We note that Alternative A stipulates that a Contracting State would have the right to object to the exercise of default remedies in respect of a space asset needed for a public service and that the rights approach of Alternative B would make the transferee bound by the obligations of the lessor under the public service lease. Under the remedies approach of Alternative B, the creditor might not exercise the remedies in respect of a space asset which was used for the provision or maintenance of a public service.

Looking back upon the past, we do not think sufficient and extensive discussion took place for the introduction of such a new right. For example, it should be noted that, after the second session of the UNIDROIT Committee of governmental experts for the preparation of a draft Space Protocol, only eight Governments responded to the request from the UNIDROIT Secretariat for information on the treatment of public services in their jurisdictions.

It should also be noted that the Aircraft Protocol carefully avoided a broad public service exemption in view of the possible negative effect. Since space-based financing is more risky, the likely negative effect it would have on the preliminary draft Protocol is, therefore, even greater.

Careful consideration should be given to the question of balancing the need of Contracting States to guarantee the continuation of a public service with the rights of creditors. We have to be careful not to introduce a premature international right and obligation.

The question as to how best to arrange this balance is best left to the development of business practice in the coming years. Legislation-based solutions can also, alternatively, be worked out in contracts, on the basis of agreements resulting from intensive negotiations among the parties. It is important to understand the dynamics of the commercial and financial communities and to respect the agreements made by the parties concerned, including Contracting States.

IV. Conclusions

On the basis of the aforementioned considerations, SKY Perfect JSAT Corporation has reached the following conclusions:

1. The proposed Article XXVII *bis* might create a new right and, as a result, seriously impair the core concepts originally intended to be brought in by the revised preliminary draft Protocol together with the Convention, which are the realisation of transparency in the relationship between rights and duties, the realisation of swift default remedies and the realisation of effects in insolvency proceedings.

2. Concern at the idea of giving Contracting States a right to limit the exercise of default remedies is to be broadly shared, if the intention of the revised preliminary draft Protocol together with the Convention is to meet the particular demand for space assets and to finance their acquisition. We have to be careful in introducing a premature international right and obligation without sufficient and extensive discussion among the parties concerned.

3. The question as to how best to balance the need of Contracting States with the rights of creditors should not be dealt with in the revised preliminary draft Protocol but, instead, be left to the development of business practice, on the understanding that it is important to respect the agreements reached among the parties concerned.

(Omissis)

COMMENTS

(submitted by Governments and representatives of the international commercial space and financial communities)

COMMENTS AND PROPOSALS SUBMITTED BY GOVERNMENTS

United States of America

1. ISSUES AND STATUS

I. Overview and timing

The U.S. Government's position from the outset has been and remains that the purpose of the planned draft Protocol is to make financing more available or available on more favourable terms to expand commercial activities in outer space. This requires that the proposed draft, as was the case with the Aircraft and Rail Protocols, recognise applicable industry and financing practices necessary to attract private capital. Any efforts to create further obligations on secured financing parties, greater than exist now absent the Protocol, will reduce its value and make it unattractive to industry. This is especially the case given the already greater risk for investment and finance in the space sector as compared to commercial airspace. It is for these reasons that the U.S. Government has supported the concerns of key industry interests and will continue to do so.

The U.S. Government at the May 2010 session of governmental experts in Rome raised substantial issues on its behalf and on behalf of the Satellite Industry Association (S.I.A.), noting that, without the support of key space industry sectors, the planned draft Protocol could not achieve its objective. This was accommodated at the May 2010 session of the UNIDROIT Governing Council and the original time schedule, which contemplated a final conference at the end of 2010, was altered so as to allow additional time to seek agreement between participating States and industry.

The next session of governmental experts will now be in February 2011 and, if then approved by the UNIDROIT Governing Council, a diplomatic Conference could take place at the end of 2011 or early in 2012.

Note that the conclusion of a Protocol does not imply acceptance of the text. States would have to ratify the Protocol as a treaty instrument, along with the Cape Town Convention, in order to implement its terms.

II. Issues

There follows a summary of issues, together with comments on the status of these (i.e. any changes resulting from the May 2010 Rome session of governmental experts), and other issues:

(Omissis)

(d) Limitation of remedies, including the public service exemption

See point No. 3 of the S.I.A. comments circulated at the May 2010 session of governmental experts.²⁶

²⁶ *Idem*, 10-12.

Current status: nothing resulted from the May 2010 session of governmental experts. A wide gap remains between the U.S. Government and supporters, including S.I.A., who have sought deletion of this provision, and those seeking maintenance of an as yet unspecified scope of public service obligations for user-contract countries. Proponents of the previous step-in rights proposal have withdrawn support for that but new alternatives have been tabled that are aimed at an enforcing creditor's obligation to continue certain undefined public services for user countries not in default, possibly for a limited time.

There is as yet no evidence that space financing interests would accept these or other modified proposals. Absent that, we expect to restate our initial position, i.e. the effort to constrain enforcement of remedies by regulating the provision of services beyond what may be required by a licensing authority is unworkable. Further compromise proposals may emerge with more narrow service obligations but willingness of financing interests to support such an approach would appear necessary for any agreement.

To place this in context, unlike the Aircraft and Rail Protocols, the revised preliminary draft Protocol will already condition the exercise of remedies by enforcing creditors by recognising the primacy of national regulatory and licensing requirements. The U.S. Government has supported that limitation (Article 27(2)) based on regulators' concerns in countries participating in the sessions of governmental experts.

However, from the outset, the U.S. Government and like-minded States have not supported a further and additional limitation on the exercise of remedies resulting from a proposed public service exemption and have argued that such an exemption should be subsumed in the exemption for national licensing and regulation. This position has gathered a certain amount of support from other delegations but not enough so far to prevail. An earlier approach that attempted to limit any public service exemption to safety, navigation and similar matters has failed so far to gain substantial support but may resurface as a compromise. Proponents of a public service obligation have objected to leaving decisions as to the maintenance of public services in third countries which have contracted for such services with the initial licensing State. No agreement has been reached.

The initial public services draft proposal appears to be effectively off the table because step-in rights for third countries met significant opposition. Counter-proposals have now been made by the Canadian and German delegations that would provide a public service exemption to the extent of existing leases or contracts that are not in default and possibly for a limited period of time, to be determined. Essentially, this proposal would provide for a limited non-disturbance right in favour of such performing leases or contracts. *However, it is important to distinguish between a provision that amounts to a stay of a creditor's enforcement rights, which could be relevant to the scope of the revised preliminary draft Protocol, and a guarantee of services, which would be outside the reach of the revised preliminary draft Protocol.* The acceptability of this scaled down compromise has yet to be determined. An alternative approach might be to allow a ratifying State to elect a public service exemption as an optional declaration.

The related issue of the definition of "critical public services" remains. Absent agreement on a definition, it is not clear what options there are for a State contracting for public services itself determining whether the services qualify for the exemption.

(Omissis)

ANNEXE VI

COMMENTS

(submitted by Governments and representatives of the international commercial space and financial communities)

COMMENTS AND PROPOSALS SUBMITTED BY REPRESENTATIVES OF THE INTERNATIONAL COMMERCIAL SPACE AND FINANCIAL COMMUNITIES

Satellite Industry Association of the United States of America

The Satellite Industry Association (S.I.A.) is a consensus-based trade association that serves as the unified voice of the U.S. satellite industry on policy, regulatory and legislative issues affecting the satellite business. The S.I.A. represents leading global satellite operators, service providers, manufacturers, launch services providers, integrators, ground equipment suppliers and satellite radio and television providers.²⁷

In many prior instances, the S.I.A. and its members have stated their concerns that the revised preliminary draft Protocol²⁸ is not an effective instrument for increasing capital flow to commercial space projects. The S.I.A. considers that the revised preliminary draft Protocol adds an unnecessary supra-national layer of law at a time when neither the S.I.A. nor the financial community that supports its members believes a new legal regime is needed to expand space-based services or facilitate asset-based financing.

The S.I.A. opposes the continuation of a drafting process seeking to resolve identified deficiencies when the rationale for the establishment of a structure intended to promote legal certainty and increased availability of capital for the space industry requires reconsideration. Moreover, there is no evidence that financings have failed or could have attracted more favourable pricing due to uncertainty over the granting and perfection of security interests in the satellites being financed. No compelling need for the revised preliminary draft Protocol has been demonstrated, which explains why most of the space industry does not want it.

The specific issues the S.I.A. has identified below to support its position that the revised preliminary draft Protocol will jeopardise or disadvantage space asset financing have not been presented as problems to solve or provisions to be refined but as examples of why the revised preliminary draft Protocol must be reassessed.

(Omissis)

²⁷ As of October 2010, the executive members of the S.I.A. were as follows: ARTEL Incorporated, The Boeing Company, [CapRock Government Solutions](#), DirecTV, Hughes Network Systems, ICO Global Communications, Integral Systems, Intelsat, Iridium Satellite LLC, Lockheed Martin, Loral Space & Communications, Northrop Grumman, [Rockwell Collins](#), [SES World Skies](#), SkyTerra and TerreStar Networks. As of the same date, the associate members of the S.I.A. were as follows: [Argiva Satellite & Media](#), Alliant Techsystems, [Cobham SATCOM Land Systems](#), Cisco, [Comtech EF Data](#), [DRS Technical Services, Inc.](#), [EchoStar](#), Emerging Markets Communications, Inc., Eutelsat, [GE SATELLITE](#), [Glowlink](#), [iDirect Government Technologies](#), Inmarsat, Marshall Communications Corp., [Panasonic Avionics Corporation](#), Spacecom, Ltd., [Spacenet](#), Stratos Global, TeleCommunication Systems, Inc. – Government Solutions, [Telesat](#), [Trace Systems](#), [ViaSat](#) and Wildblue Communications.

²⁸ Reference to the preliminary draft Protocol is as revised by the Drafting Committee established by the Committee of governmental experts for the preparation of a draft Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment on Matters specific to Space Assets on 3 May 2010.

3. PUBLIC SERVICE EXEMPTION FROM DEFAULT REMEDIES

Perhaps the most controversial issue from the S.I.A.'s perspective is the limitation of default remedies against a space asset performing a "public" service. This became even more worrisome by the proposed introduction of Article XXVII(3). The ambiguity inherent in the term "service which is in the vital interest of that State" will discourage financing since it will not be possible to provide any legal assurance as to the scope of the language not only as to the nature of the service but also as to which States could be affected within the footprint coverage of any particular satellite.

In addition, the new proposal advanced by the Informal Working Group on limitations on remedies for "space assets needed for the public service which is in the vital interest of that State", added as Alternative B to the previously proposed Article XXVII *bis*, coupled with an elaborate cure mechanism involving any affected State, is cumbersome and time-consuming. As has been stressed on many previous occasions, this limitation on remedies will sharply undercut the level of predictability needed to foster asset-based satellite financing.

(Omissis)

Conclusion

The revised preliminary draft Protocol fails to achieve its expressed goal of facilitating the financing of space assets through a uniform and predictable legal regime governing the taking of security over space assets. The S.I.A. is not alone in its opposition to the substance and direction of the revised preliminary draft Protocol. Other industry participants representing a significant proportion of the space business in the U.S., Europe and Asia have all voiced their concerns.²⁹ This is not an environment that is conducive to the promulgation of a complex international treaty intended to foster the development of the global commercial space industry.

A Protocol that has no meaningful support or input from its principal stakeholders is counterproductive. Until UNIDROIT's members and the satellite industry can align their interests, endeavouring to conclude the drafting of an instrument that ignores fundamental concerns jeopardises its adoption by those States attuned to the needs and interests of their space industry. The S.I.A. again urges reconsideration of the need for the Protocol and expresses its serious concerns over its adverse consequences on the financing of space assets the world over.

²⁹ The European Satellite Operators Association (E.S.O.A.) (on behalf of its 10 members and 10 supporting members), the Asia-Pacific Satellite Communications Council (A.P.S.C.C.) (representing over 100 members from Asia, Europe and North America), Global VSAT Forum (comprising more than 200 companies from 100 countries in every major region of the world and from all sectors of the satellite industry), ING, Barclays Capital, ManSat, QuetzSat, Ciel Satellite, O3b Networks, Elseco, Marsh, Aon-ISB, SES, Intelsat, Eutelsat and Avanti Communications, among others, have each expressed their concerns about the revised preliminary draft Protocol and its effect on space commerce.

ANNEXE VII

DISCUSSION PAPER

LIMITATIONS ON REMEDIES IN RESPECT OF PUBLIC SERVICE – PROPOSED PRINCIPLES

The following conditions must exist in order for the provision to be invoked:

1. A contract for the provision of public services that requires the use of a space asset, which is so acknowledged by the parties, has been registered by notice in accordance with Article 16 of the Convention.
2. The party contracting for the provision of public services is not in default of its contractual obligations.
3. The exercise of a remedy with regard to a space asset would directly result in the interruption of the provision of the public services.
4. [The registration of a notice by the party contracting for the provision of the public services is prior to the registration of the security interest.]
5. The contract for the provision of the public services must be with the debtor or another entity under the direct control of the debtor.

Prior to enforcing its remedy, the creditor must register a notice of enforcement, which gives rise to a six-month stay of enforcement. Following registration of this notice, the Registrar notifies the party contracting for the provision of the public services. During the six-month period, in order to facilitate the continuation of the public services, the creditor, the debtor and the party contracting for the provision of public services shall co-operate in good faith to find a commercially reasonable solution that would permit the continuation of the public services.

Once invoked:

1. There is a six-month stay in the enforcement of a remedy that would directly result in an interruption of the public services.
2. The party contracting for the provision of the public services may take part in any proceedings of the regulatory authority of the licensing State in which the debtor may participate.
3. [The continuation of the stay is conditional on the party contracting for the provision of the public services performing its material obligations, including the payment of amounts due by it to the other party under that contract.]

NOTE: Should this be subject to an optional state declaration?